

Soutien polémique de la CCIG à Maudet

Election ► Que la **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG)** recommande de voter Pierre Maudet au deuxième tour de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat suscitait déjà en soi la grogne d'une frange de l'entrepreneuriat. A tel point que certain·es ont déjà annoncé leur démission. Que la chambre ait pris cette décision bien que **son Conseil économique** – organe représentatif – ne se soit pas prononcé pour le candidat sortant est encore plus difficile à avaler. C'est ce qu'a révélé hier la RTS. Résultat de la consultation: 9 voix pour un soutien à Pierre Maudet, 9 contre toute recommandation de vote et 3 pour un appui à la PDC Delphine Bachmann. Une conclusion qui n'établit pas de majorité, faisant dire à une par-

tie des membres du conseil que la liberté de vote aurait dû primer. Celles et ceux que nous avons pu joindre se disent «fâché·e», voire «choqué·e», par la tournure des événements. D'autant que ces personnes n'ont appris la décision de l'organe exécutif que vendredi, par communiqué de presse.

La directrice de la communication de la CCIG, Alexandra Rys, confirme les résultats du vote. Elle livre son analyse des résultats: «Douze membres se sont exprimés en faveur d'une recommandation de vote, dont une majorité pour Pierre Maudet. Ensuite, à l'issue de sa séance du 11 mars, **le comité** a arrêté sa décision de recommander un vote utile, à l'unanimité.» Le comité exécutif semble donc estimer avoir suivi l'avis

d'une majorité du conseil économique. L'appui à Pierre Maudet n'a pourtant obtenu que 9 voix sur 21.

Mais la position de la CCIG n'a pas fini de faire parler d'elle. Alors que la Fédération des entreprises romandes (FER) a choisi de ne pas donner de consigne, la CCIG s'est aventurée sur un terrain glissant. «On a franchi une ligne rouge sur le plan des valeurs. C'est une balle dans le pied pour toutes les entreprises qui font l'effort d'un fonctionnement éthique», reproche le député PLR Serge Hiltbold, premier à avoir quitté la CCIG. Dans son sillage, d'autres entrepreneurs·euses ont fait de même – des départs qui se compteraient sur les doigts d'une main, tempère **Alexandra Rys**. Eric Dubouloz, chef associé d'une société d'in-

génierie, justifie sa démission par l'avènement d'«une politique de copinage qui usurpe la voix des entreprises».

«Quelle serait réellement la capacité d'action de Pierre Maudet s'il devait revenir au Conseil d'Etat, haï par ses pairs et sans groupe au Grand Conseil?» s'interroge Serge Hiltbold. Un avis partagé par Alexis Barbey, député PLR lui aussi démissionnaire de la chambre, qui tempère le possible basculement de l'exécutif cantonal à gauche: «Cela sera problématique pour la droite, mais au moins cela ne créera pas de blocage institutionnel comme le ferait une élection de Pierre Maudet. De toute façon, c'est le parlement qui votera les lois.» Un parlement où la droite est majoritaire. **MAUDE JAQUET**